

Octobre en bref

Coup de pouce à l'allocation canadienne pour enfants. Parce que l'économie a crû plus fortement que prévu depuis l'an dernier, le ministre des Finances, M. Bill Morneau, a annoncé, dans sa Mise à jour économique de l'automne, qu'il allait relever de 14,9 milliards de dollars les mesures de dépense et les allègements fiscaux de son gouvernement pour les cinq prochaines années. En évoquant l'énorme contribution des allocations canadiennes pour enfants à l'économie, il a notamment annoncé, pour les familles de deux enfants, des hausses d'allocation de 200 \$ l'an prochain et 500 \$ en 2019.

La BCE réduira ses mesures de relance, mais en prolongera l'application. La Banque centrale européenne (BCE) a annoncé qu'elle avait décidé de réduire de moitié, à 30 milliards d'euros à partir de janvier, son programme de rachat d'obligations (dans le cadre de ses mesures d'assouplissement quantitatif). Or, elle prolongera aussi ce programme, qui devait à l'origine prendre fin en décembre 2017, au moins jusqu'en septembre 2018. La BCE n'a pas relevé ses taux d'intérêt. Dans la foulée, l'euro et les marchés obligataires mondiaux ont légèrement reculé avant de prendre du mieux le lendemain matin.

L'économie chinoise, plus accessible pour les entreprises étrangères. Dans le cadre du Congrès quinquennal du Parti communiste, le gouvernement chinois s'est engagé à ouvrir davantage son économie aux entreprises et à la concurrence étrangères, en plus d'approfondir ses réformes financières, qui sont axées sur les marchés et consistent à perfectionner son système financier et son régime de change, en plus d'adopter une méthode d'affectation des ressources mieux adaptée aux marchés. Le président Xi Jinping a déclaré que « Les portes de la Chine vont rester ouvertes et ne feront que s'ouvrir encore plus ». Les entreprises étrangères ont fait savoir qu'elles étaient d'accord pour que l'un des marchés de consommation les plus prometteurs dans le monde soit de plus en plus accessible.

Les pourparlers du Brexit avancent à pas de tortue. Le négociateur en chef de l'Union européenne a déclaré que la plus récente discussion à propos de la sortie du Royaume Uni du bloc commercial (le Brexit) se déroule dans un « esprit constructif », sans toutefois « accomplir des pas de géant ». Les deux parties se trouvent actuellement dans une impasse : le Royaume-Uni doit en effet acquitter sa « facture du divorce » avant que les pourparlers s'enchaînent sur d'autres questions, dont les échanges commerciaux. On s'attend à ce que le Royaume-Uni sorte de l'Union européenne au plus tard le 29 mars 2019, en tâchant toutefois de s'entendre quelques mois auparavant, pour que les parlements des pays membres aient l'occasion de tenir un scrutin sur le pacte.

Les discussions sur l'ALÉNA continuent de s'enflammer. Le président américain Donald Trump ne cède rien sur sa stratégie de négociation commerciale, qui préconise l'« Amérique d'abord ». « Si nous ne pouvons pas nous entendre, l'accord prendra fin, et ce sera bien ainsi », a-t-il déclaré à la mi-octobre, avant qu'on évoque la possibilité d'un pacte bilatéral entre les États-Unis et le Canada. Le premier ministre Justin Trudeau a déclaré que bien qu'il continue de se consacrer attentivement à la renégociation de l'ALÉNA [Accord de libre-échange nord américain], le Canada doit « être prêt à tout — et il l'est ». M. Trudeau a ensuite changé en quelque sorte son fusil d'épaule durant la semaine en rendant visite au président mexicain Enrique Peña Nieto, en déclarant qu'ils avaient « bon espoir » que les trois pays pourraient adopter un « accord-cadre » sur l'ALÉNA pour porter la croissance économique.

Le saviez-vous?

Le plus grand « plaisir financier coupable » des Canadiens est de fréquenter les restaurants, selon un récent sondage de Capital One Canada et de Credit Canada. Plus de 70 % des sondés ont affirmé qu'ils sortent au restaurant et commandent des repas à emporter plusieurs fois par mois. Ils dépensent ainsi en moyenne 200 \$ par mois, et pour la plupart des Canadiens, il s'agit d'une « dépense de divertissement ». Si manger au restaurant est un péché mignon, cette habitude peut « gruger » l'épargne si on n'y prête pas attention. Dans le cadre d'un plan financier complet, pensez à recommander aux clients de se fixer, pour leurs dépenses discrétionnaires, un budget hebdomadaire ou mensuel qui leur permettra d'épargner et d'atteindre leurs objectifs financiers à long terme.

INDICE [†]	Variation (%)			Niveau de l'indice
	1 mois	Cumul	1 an	
Bons du Trésor (indice bons du Trésor 60 jours FTSE TMX Canada)	0,09	0,50	0,59	160
Obligations (indice obligataire universel FTSE TMX Canada)	1,64	2,13	-0,47	1 033
Actions canadiennes (indice composé S&P/TSX)	2,73	7,30	11,47	16 026
Actions américaines (indice S&P 500, \$ US)	2,33	16,91	23,62	2 575
Actions mondiales (indice MSCI Monde, \$ US)	1,92	18,77	23,49	2 037
Marchés émergents (indice MSCI Marchés émergents, \$ US)	3,51	32,60	26,89	1 119

DEVICES [†]	Variation (%)			Taux de change
	1 mois	Cumul	1 an	
\$ CA/\$ US	-3,25	4,26	4,02	0,78
\$ CA/euro	-1,86	-5,78	-1,90	0,67
\$ CA/livre sterling	-2,42	-3,10	-4,12	0,58
\$ CA/yen	-2,27	1,33	12,79	88,17

PRODUITS DE BASE (\$ US) [†]	Variation (%)			Prix
	1 mois	Cumul	1 an	
Or au comptant (\$/once)	-1,11	8,99	-1,66	1 270,50
Pétrole WTI (\$/baril)	4,68	-4,70	6,29	54,38
Gaz naturel (\$/MBTU)	-8,96	-21,79	-12,74	2,90

[†]Rendement total au 31 octobre 2017. Indices libellés dans leur monnaie locale.
Source : Bloomberg.

^{MD} Marque déposée de La Banque de Nouvelle-Écosse, utilisée sous licence. © 2017 Gestion d'actifs 1832 S.E.C. Tous droits réservés.

Ce document a été préparé par Gestion d'actifs 1832 S.E.C. à titre indicatif seulement. Les opinions exprimées à propos d'un placement, d'une économie, d'une industrie ou d'un secteur de marché donné ne sauraient être considérées comme une intention de négociation d'un fonds commun géré par Gestion d'actifs 1832 S.E.C. En outre, ces opinions ne doivent pas être vues comme des conseils en placement ni comme des recommandations d'achat ou de vente. Elles peuvent par ailleurs changer en tout temps, selon les marchés et d'autres conditions, et nous n'assumons aucune responsabilité à leur égard.

Les renseignements fournis dans ce document, notamment sur les taux d'intérêt, les conditions des marchés, les règles fiscales et d'autres aspects des placements, peuvent être modifiés sans préavis, et Gestion d'actifs 1832 S.E.C. n'a aucune obligation de les mettre à jour. Dans la mesure où ce document contient des données et des renseignements provenant de tiers, ces derniers sont jugés exacts et fiables à la date de leur publication, mais Gestion d'actifs 1832 S.E.C. ne les garantit pas comme tels. Aucun élément de ce document ne constitue une promesse ou une déclaration quant à l'avenir. Les investisseurs qui prévoient de mettre en œuvre une stratégie devraient s'adresser à leur propre conseiller professionnel pour obtenir des conseils de placement adaptés à leurs besoins. Ainsi, il sera tenu compte de leur situation et les décisions seront prises d'après l'information la plus récente.